

Verein "Hausarbeit aufwerten - Sans-Papiers regularisieren"
Association "Reconnaître le travail domestique –
régulariser les sans-papiers"
Birmensdorferstr. 200
8003 Zürich
079 260 89 22
PC/CP: 85 - 278410 – 5
www.khii.ch, www.aemni.ch, www.ncdei.ch



Communiqué de presse

Berne, le 13 mars 2013

Solutions pour une branche en plein essor et pourtant à l'ombre

Ce mercredi, lors d'une conférence de presse, plus de trente organisations, réunies en association, ont lancé la campagne „Aucune employée de maison n'est illégale“. Moyennant une pétition, ces organisations veulent obtenir une amélioration des conditions de travail et de vie des employées de maison sans autorisation de séjour. Dans ce but elles ont déjà contacté des membres du Parlement venant de divers partis pour formuler des motions qui soient susceptibles de réunir la majorité politique.

„Les sans-papiers sont simplement ici. Nous en avons besoin, sans quoi ils ne vivraient pas ici“, s'est exprimée Mme Marianne Bloch, ancienne patronne de longue durée d'une employée de maison sans autorisation de séjour, qui vient d'être arrêtée lors d'un contrôle de circulation routière et expulsée par la suite. Des estimations parlent d'environ 40'000 à 100'000 personnes concernées, pour la plupart des femmes. Dans le Canton de Zurich par exemple, on a pu démontrer qu'un ménage privé sur 17 en emploie une, avec une tendance croissante. „Ces femmes“, a ajouté Mme Liselotte Fueter, Présidente des Femmes protestantes suisses FPS, „ne peuvent pas se défendre contre la violence et le harcèlement sexuel. C'est pourquoi nous partageons cette campagne et soutenons ses revendications“.

Der Verein „Hausarbeit aufwerten – Sans-Papiers regularisieren“ wird von folgenden Organisationen getragen: Anlaufstelle für Sans-Papiers Basel, augenauß Bern, CCSI Centre de Contact Suisses-Immigrés Genève, C.E.D.R.I./Europäisches Bürgerforum, CSP Centre Social Protestant Vaud - La Fraternité, Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, Collectif de soutien et de défense des sans-papiers de la Côte, Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers, EFS Evangelische Frauen Schweiz, FIZ Fachstelle Frauenhandel und Frauenmigration, Gewerkschaft Unia, IGA Interprofessionelle Gewerkschaft der ArbeiterInnen, Katholische Kirchen Region Bern, Kommunikationsgewerkschaft syndicom, Movimento dei senza voce, SAH-Netzwerk Schweizerisches ArbeiterInnen-Hilfswerk, SIT Syndicat Interprofessionnel de Travailleuses et travailleurs de Genève, SKF Schweizerischer Katholischer Frauenbund, Solidarité sans frontières, SOS Asile Vaud, SPAZ Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich, SPAGAT Sans-Papiers-Anlaufstelle für die Kantone Aargau und Solothurn, terre des femmes Schweiz, Terre des Hommes Schweiz, terre des hommes suisse, Union der ArbeiterInnen ohne geregelten Aufenthalt, Verein Berner Beratungsstelle für Sans-Papiers, Verein Kontakt- und Beratungsstelle für Sans-Papiers Luzern, VPOD Verband des Personals der öffentlichen Dienste.

Le but de la campagne „Aucune employée de maison n'est illégale“ est l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, ceci à plusieurs niveaux, notamment en ce qui concerne l'accès garanti aux prud'hommes sans encourir le risque d'expulsion, la protection sociale garantie sans risque d'une expulsion ainsi qu'un assouplissement des critères de régularisation pour les étrangers sans autorisation de séjour, surtout dans le secteur des foyers privés. Elisabeth Joris, Présidente de l'association „Reconnaître le travail domestique – régulariser les sans-papiers “ a mis l'accent, lors de la conférence de presse du mercredi 13 mars 2013, sur le fait suivant : « La présente législation, y compris le règlement des cas dits de rigueur, ne résout pas le problème urgent des employées de maison sans autorisation de séjour. »

Le Conseiller national Balthasar Glättli, Les Verts Zurich, a souligné les solutions présentées: „Nous ne garantissons ainsi pas seulement que les personnes travaillant dans ce secteur et qui ont une fonction importante dans notre société et économie puissent trouver des conditions humaines de travail. Nous assurons également que la Confédération, les cantons, les communes et les assurances sociales puissent profiter de ce travail, ceci par des centaines de millions de francs chaque année.“ La Conseillère nationale Cesla Amarelle, PS Vaud, vice-présidente des Femmes socialistes Suisse, accentuait de sa partie : « En décrétant que seuls les cadres, spécialistes et autres travailleurs qualifiés peuvent prétendre à une autorisation de séjour (23 LEtr), la législation n'offre aucune possibilité d'admission légale de séjour pour la main d'œuvre féminine ».

« Nous donnons beaucoup, les gens ont besoin de nous. Mais nous vivons toujours dans l'angoisse. Donnez-nous une raison de vivre, un futur, une aide, » a résumé Mme Nelly Valencia, qui, au bout de plusieurs années comme employée de maison à Lausanne, a obtenu une autorisation de séjour à la fin 2010.

Vous trouverez dès maintenant de plus amples informations sur la campagne sur la page d'accueil : www.aemni.ch. Avec plaisir et toujours à votre disposition pour toutes les autres questions et suggestions : Salvatore Pittà, coordinateur de la campagne: 079 260 89 22, travaildomestique@aemni.ch.